



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

Stellantis
Campus
Poissy

06 octobre 2026

Énorme mobilisation aux côtés des lycéennes et lycéens le 6 octobre dans la rue : ce n'est qu'un début !

Et non, ce mouvement de lycéennes et lycéens, ce n'est pas une petite bande de casseurs. Ce sont quelques centaines de milliers de jeunes qui sont descendus dans la rue, avec des milliers de pancartes déroulant leurs revendications. Ils savent ce qu'ils veulent, des revendications les plus petites mais vitales jusqu'au besoin d'une autre société, sans ségrégation sociale, sans misère, sans racisme, sans guerre. Et ils ont entraîné avec eux des étudiantes et étudiants, des profs, des militants syndicaux du public et du privé. N'en déplaise au gouvernement, ce n'est pas demain que va se faire le retour en classe, sur ces promesses mensongères du ministre de l'Éducation. Et les lycéens n'oublient pas les plus de 5 000 arrestations en moins d'une semaine, le lycéen éborgné par un tir de LBD à Tours, la mâchoire défoncée par un tir de grenade à bout portant à Saint-Ouen-l'Aumône, la main arrachée d'un autre encore à Lens.

15 ans, 18 ans, ils militent pour leur avenir !

Les lycéennes et lycéens, des milieux ouvriers, populaires, ne veulent plus de ces classes bondées à plus de 30, dans des locaux vétustes, surchauffés au gré des épisodes caniculaires ou inondés lorsqu'il pleut. Ils ne veulent plus d'établissements sans profs remplacés, sans infirmière ou psychologue. Ils ne veulent plus de ce Parcoursup qui est une machine à tri social, une machine à broyer les espoirs à coups d'algorithmes, et qui fabrique des recalés, des « sans-facs », des « tu feras ça même si ça ne te plaît pas ». Ce mouvement, c'est aussi celui d'une génération qui ne veut pas marcher au rythme des marchands de canons, subir mépris social et racisme d'État, qui ne veut pas voir le RN arriver au pouvoir et qui se sent solidaire du peuple palestinien.

« C'est qui les casseurs ? »

Contre ces jeunes, le pouvoir a lâché ses flics et ses médias aux mains de milliardaires, pour nous passer en boucle les prétendus dégâts qu'ils auraient faits. Mais c'est qui, les casseurs d'emplois, de salaires, de conditions de travail, d'APL, de retraites désindexées par rapport à l'inflation ? C'est qui, les casseurs de vies quand nos poches sont vidées par l'envolée des prix ? Le budget Lecornu qui est actuellement en discussion au Parlement n'envisage de restreindre que les moyens de vie des travailleurs et des plus pauvres. Les casseurs sont au gouvernement et ils sont les porte-flingue des bourgeois qui engrangent les milliards de génération en génération – les Bernard Arnault, les Bolloré, les Pouyanné et tant d'autres...

Les lycéennes et les lycéens ont ouvert la voie

Ça fait des années qu'on attend l'occasion de ne plus les laisser régenter nos vies, s'enrichir sur notre travail, laisser une terre brûlée aux générations futures. L'élection présidentielle de 2027 n'y changera rien : aucune chance que le gouvernement qui en sortira ne représente notre camp social.

Celles et ceux qui ont été aux côtés des jeunes mobilisés mardi 6 octobre, à l'appel de l'intersyndicale de l'éducation, de certaines fédérations de travailleurs du public et de la santé, de sections syndicales du privé aussi, ont eu raison et il faut que ce cercle s'élargisse. Il faut que la police dégage des parvis des lycées, que la justice relaxe tous les jeunes poursuivis. Et, puisque leurs revendications rejoignent les nôtres, pour plus de justice sociale et de dignité, embrayons vers un mouvement d'ensemble.

Les jeunes l'ont dit : ils ne s'arrêteront pas d'ici les vacances. Le pouvoir peut fermer les facs et les lycées, ils seront là. D'ailleurs, le premier samedi des vacances, c'est... le 17 octobre, l'appel à manifester contre la flambée des prix ! Ce serait une sacrée belle façon de les commencer en envahissant à nouveau et plus nombreux encore les rues du pays à leurs côtés !

Un ouvrier amputé, la direction responsable

Emboutissage de Poissy, lundi 21, lors du démantèlement d'une presse, un ouvrier sous-traitant s'est fait écraser suite à la chute d'un vérin de 8 tonnes. Il a été amputé d'une jambe.

La direction sait depuis des mois qu'il y a eu plein de problèmes sur ce chantier, notamment la casse en août d'un pont-roulant de 40 tonnes.

Quatre entreprises, sous-traitantes les unes des autres, y travaillaient. Soucieuse d'économie, la direction était plus préoccupée de continuer son chantier que des conditions de travail.

Un drame qui en rappelle un autre

À Poissy, en septembre 2011, à la suite d'une chute d'un wagon, un ouvrier PSA est mort. Le tribunal a condamné PSA et la SNCF pour leur responsabilité. Mais il a fallu 6 ans de procédure juridique et la condamnation n'a été que de 50 000 € d'amende chacun (PSA et la SNCF), la famille n'a touché que 75 000 €.

Les patrons comme Stellantis font tout pour ne pas reconnaître leurs fautes. Les tribunaux et la loi leur restent favorables, même en cas de condamnation. La vie d'un salarié ne vaut pas grand-chose dans une société capitaliste... face aux milliards de profits de Stellantis !

Chantage patronal dans toutes les langues

Le patron de Mercedes a menacé de fermer une usine d'assemblage et une usine de moteurs en Allemagne s'il n'arrive pas à faire baisser ses coûts de production de 10 % d'ici 2027.

Le patron demande aux salariés de faire des efforts : heures supplémentaires non payées fin de la semaine de 35 heures et retour à 40 heures !

Se serrer la ceinture pour aider le patron à faire plus de milliards... pour qu'après il nous vire quand même ? Non merci !

Face à la colère des lycées, le ministre Geffray brasse du vent

Alors que la lutte lycéenne continue et que la journée du mardi 6 a connu une mobilisation record, le ministre de l'Éducation nationale, Édouard Geffray, vient de sortir de sa manche un nouveau gadget : la création d'une « plateforme de concertation » sur laquelle les élèves des lycées devrait exprimer leurs « revendications » et leurs « angoisses ». Tout, c'est juré, sera intégralement publié et analysé... à l'aide de l'intelligence artificielle, ce qui est, selon lui, un gage de sérieux. Sauf que son initiative ressemble comme deux gouttes d'eau aux « cahiers de doléances », que le gouvernement encouragea les Gilets jaunes à rédiger il y a huit ans, et qui finirent au mieux dans les tiroirs, au pire à la poubelle. Pour se faire entendre la colère lycéenne a choisi la rue, une caisse de résonance mille fois plus puissante qu'une quelconque plateforme.

L'inflation atteint un nouveau record

La hausse des prix à la consommation s'est encore accélérée en septembre, atteignant 3 % sur un an contre 2,4 % en août, selon une estimation provisoire publiée par l'Insee. Cette nouvelle hausse de l'inflation s'explique par l'accélération du prix de l'énergie (+21,2 % en septembre contre +16,7 % en août) et des produits frais (+9,9 % contre +5,9 % en août). C'est le moment que choisit le ministre du Travail pour confirmer que le prochain budget prévoira un gel partiel ou total de l'indexation des pensions de retraite et que le point d'indice des fonctionnaires restera gelé. Le seul moyen pour les classes populaires de ne pas perdre un peu plus de pouvoir d'achat est d'imposer l'échelle mobile, c'est-à-dire l'indexation automatique des salaires, pensions et prestations sociales diverses sur l'inflation

Nouveaux exploits des maires d'extrême droite

Il y a quelques semaines, la ville de Carcassonne avait été éclaboussée par un scandale après qu'une vidéo montrait des policiers municipaux tenir des propos racistes, sexistes et homophobes. Finalement, le maire, Christophe Barthès, ex-policier élu avec le soutien du Rassemblement national, a réagi. Il s'est lancé dans une véritable chasse aux sorcières et a suspendu trois agents municipaux. Ces derniers ne sont nullement suspectés d'avoir tenu des propos racistes mais sont soupçonnés... d'avoir alerté la presse sur le comportement nauséabond de leurs collègues !

Pas très loin de là, c'est le maire d'Elne, Steve Fortel, ancien militant du Parti nationaliste français, une formation pétainiste et antisémite, qui a décidé de débaptiser le cinéma municipal qui portait le nom de René Vautier. Ce dernier était un réalisateur progressiste, auteur du film *Afrique 50*, qui dénonçait le colonialisme français, ainsi qu'*Avoir vingt ans dans les Aurès*, un plaidoyer contre la guerre d'Algérie. En signe de protestation, une centaine d'exploitants dans tout le pays ont provisoirement rebaptisé leurs salles « René-Vautier ».

Gaza : la France fournit toujours des armes à Israël

Deux ONG indiquent dans un rapport qu'entre octobre 2023, début de la guerre à Gaza, et mars 2026, treize équipementiers français (Sabena Technics, Carly RCS, Socitec, Lameco, Liebherr-Aerospace, etc.) ont effectué 525 livraisons de matériel de guerre à Israël sous forme de pièces détachées pour véhicules blindés et pièces d'artillerie, et de composants électroniques. Depuis mars, on a dénombré 35 livraisons supplémentaires. La quasi-totalité de ces achats a été effectuée par l'entreprise israélienne Elbit Systems. Ces livraisons ont transité par l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle à destination de Tel Aviv.

La ministre des Armées, Catherine Vautrin, continue d'affirmer sans rire que les armes livrées sont purement « défensives ». Les Palestiniens apprécieront.